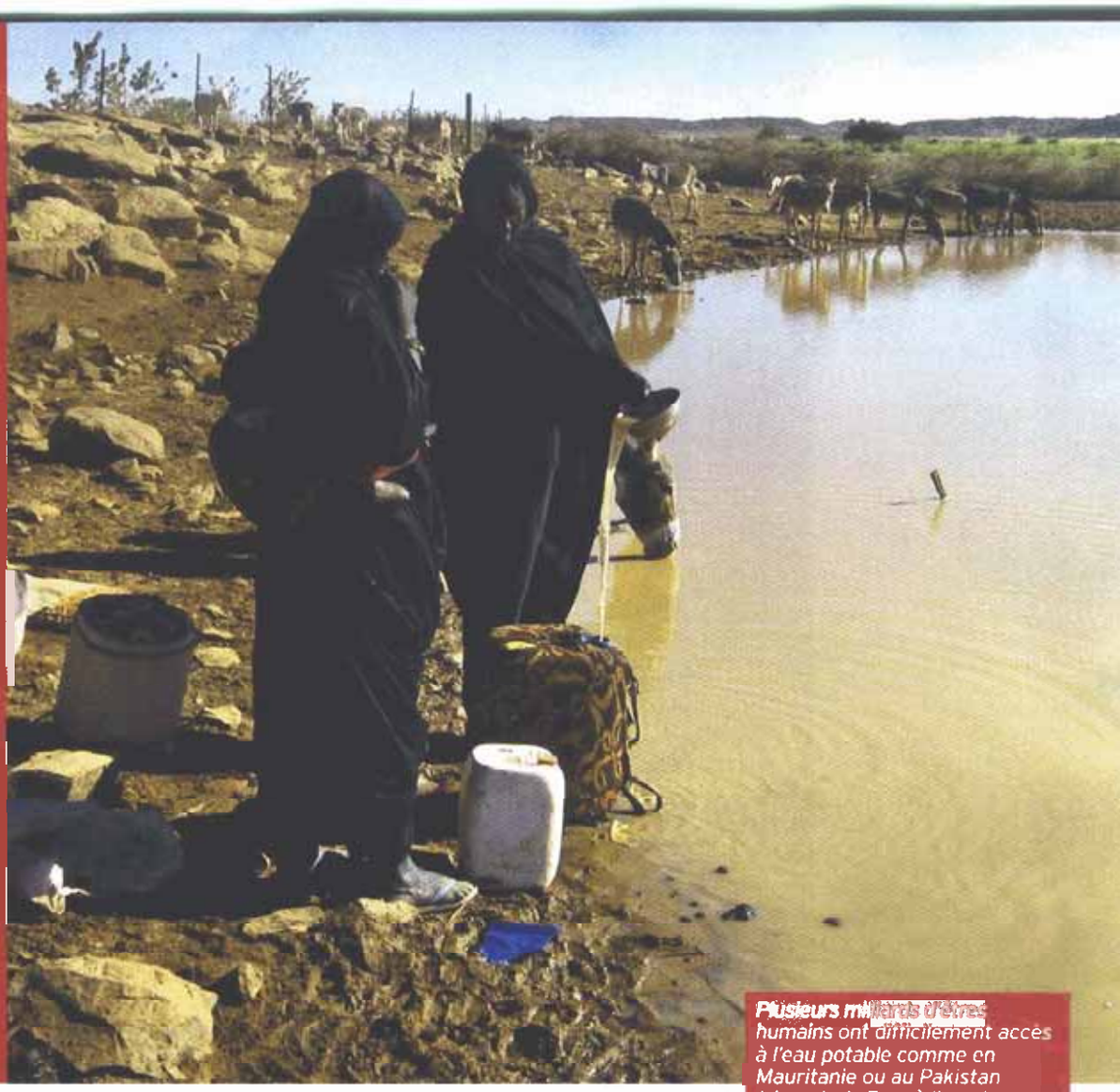
DOSSIER L'ACCES A L'EAU

Sa répartition est inégale et les besoins sont en hausse constante : l'eau douce est une denrée en voie de raréfaction. Elle devient rapidement de plus en plus précieuse. Les ONG doivent en tenir compte dans leur conception du développement.

Dossier réalisé par Laurent Uttar



Plusieurs milliards d'êtres humains ont difficilement accès à l'eau potable comme en Mauritanie ou au Pakistan (ci-contre). Face à l'ampleur des besoins, l'action des ONG se situe à la fois sur les plans pratique et théorique.

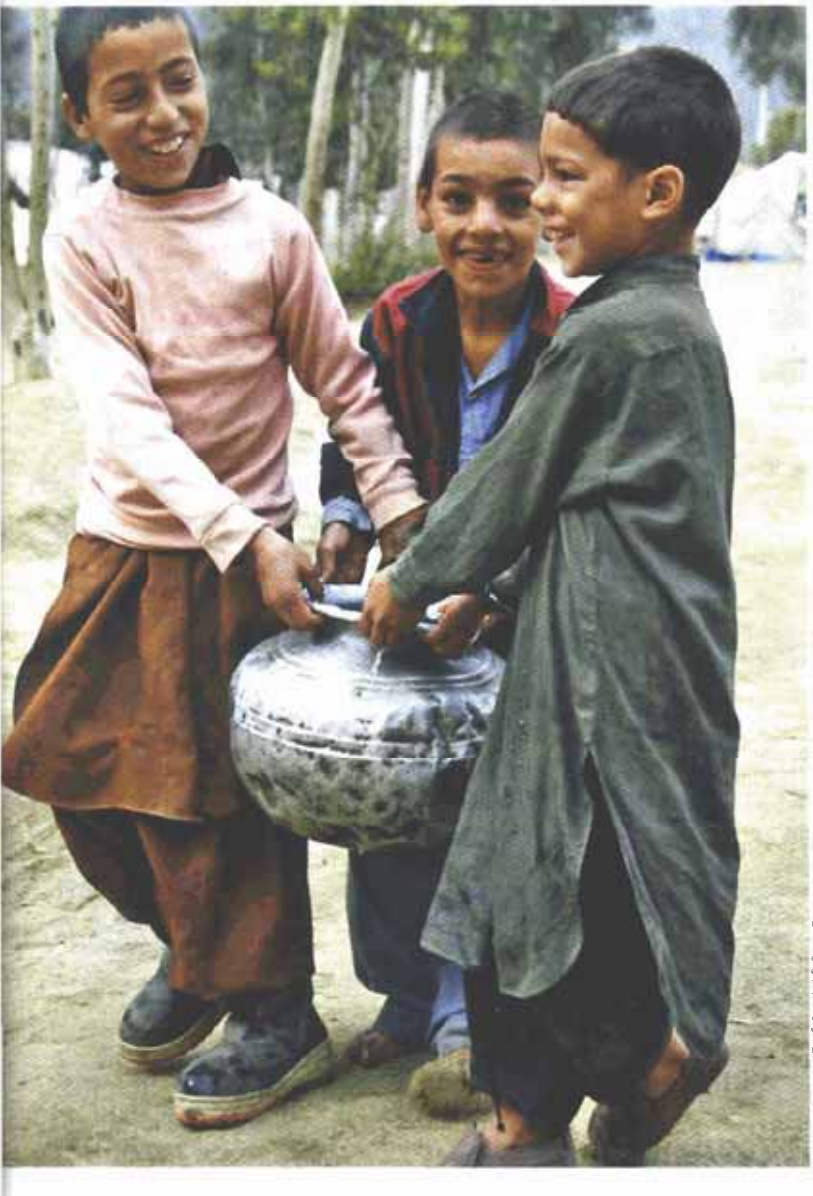
Un enjeu vital pour des milliards d'humains

L'EAU. Une ressource qui n'est pas inépuisable

On pourrait penser que le sujet est consensuel. L'accès à l'eau douce est reconnu comme un des droits de l'homme fondamentaux par les Nations unies*. Alors pourquoi plus d'un milliard et demi de personnes en sont-elles privées et pourquoi cela risque-il de s'aggraver ?

Les ressources sont très inégalement réparties. Neuf pays** disposent de près de deux tiers des réserves mondiales. Les préoccupations d'un citadin d'Abuja ou d'un agriculteur d'Agadez sont incomparables avec celles d'un vacancier du Lubéron ou d'un agriculteur du Var. Mais les modes de vie ont aussi un fort impact sur la consommation : un Européen utilise entre 100 et 200 litres par jour et un Nord-Américain 600 litres alors qu'un Haïtien ou un Africain ont moins de 30 litres à leur disposition. Déjà précieuse, l'eau risque de devenir encore plus rare dans un proche avenir pour trois raisons. Premièrement, les besoins humains vont augmenter : la population mondiale atteindra 9 milliards d'individus en 2050 ; si le niveau de vie global de ces individus s'élève, leur consommation d'eau sera plus grande et, pour les nourrir, il faudra augmenter la production agricole (actuellement 70% de l'eau est utilisé par l'agriculture, 20% par l'industrie et 10% par les foyers). « L'irrigation est sans doute une des voies pour résoudre la question de la sécurité alimentaire mais la mise en culture de nouvelles terres crée des désordres écologiques, comme on le voit aujourd'hui en Asie, analyse Jean-luc Redaud, ingénieur et fonctionnaire au ministère de l'Agriculture. Les besoins vont augmenter du fait de la démographie, mais aussi à cause de la demande de rations alimentaires plus riches en protéines animales, une production plus coûteuse en eau que les céréales, par exemple. » Il ne s'agit pas de transposer au Sud, le modèle agricole des pays riches. Mais, outre les grands ouvrages hydrauliques qui présentent des inconvénients (coût, déplacements de population…), les pays pauvres peuvent utiliser les ressources de la petite hydraulique. La pollution croissante représente un deuxième danger qui va réduire les ressources : les industries polluent de plus en plus, et le développement des mégalopoles, surtout dans le tiers-monde, se déroule à une vitesse vertigineuse et dans de mauvaises conditions sanitaires alors que 2,6 milliards de personnes n'ont déjà pas accès à un réseau d'assainissement. Le réchauffement climatique est la troisième donnée qui risque de bouleverser la répartition déjà inégale de l'eau et des terres cultivables en modifiant les périodes de précipitations et de sécheresse.

Devenue rare, l'eau douce pourrait devenir source de conflit : 40% de l'humanité vit sur des bassins fluviaux à cheval sur plusieurs pays. Les exemples actuels de tension ne manquent pas : entre Israël et la Syrie à propos du Golan et du Jourdain, entre la Turquie et la Syrie à propos de l'Euphrate, entre les États riverains de la mer Caspienne… « Les pays les plus touchés par les risques de pénurie sont les pays en voie de développement situés en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie du Sud, analyse M. Nguyen Tien-Duc, auteur de *La guerre de l'eau aura-t-elle lieu ?* (voir Plus d'infos). La construction de barrages ou le déssalage de l'eau de mer, comme dans certains pays du



Photos Camille Guérin / Jérôme Deya

VÉCU

Adduction au Mali

La suppression de la corvée d'eau a vraiment simplifié la vie du village de Marena Tringa, dans la région de Kayes. Je viens d'effectuer la réception des travaux d'adduction d'eau. L'école, la maternité, le dispensaire ainsi que des bornes-fontaines sont alimentés grâce à deux forages, un château d'eau et un réseau de distribution. Des techniciens et un gestionnaire s'occupent de la maintenance grâce à une cagnotte financée par les habitants. Plusieurs familles ont été raccordées à leurs frais et disposent d'un compteur. Beaucoup de villages de la région fonctionnent avec ce système où l'eau est payante mais gérée par la communauté. Sans une ONG comme le SPF, le village et l'association des ressortissants de Marena Tringa auraient eu du mal à financer un tel projet.

Emmanuel Charbaut, ingénieur des travaux publics et bénévole au SPF.

Forages en Mauritanie

Nous étudions actuellement un projet de forage et de distribution d'eau dans la région d'Hod el-Garbi, en Mauritanie. C'est là que nous sommes intervenus pour des distributions d'urgence en début d'année dans les Adouabas, des villages d'esclaves affranchis. Parmi les problèmes que nous avons abordés, l'accès à l'eau potable était leur priorité. Avec notre partenaire El-Karamat, l'idée est de réaliser des forages pour alimenter des châteaux d'eau et des bornes-fontaines, le tout fonctionnant à l'énergie solaire. Chaque unité coûte environ 20 000 euros. La principale difficulté concerne maintenant les lieux d'implantation et le système de gestion à mettre en place avec les habitants sur la base d'une petite redevance, par exemple.

Camille Guérin, chargé des opérations d'urgence au SPF.

DOSSIER

Golfe, sont des solutions coûteuses. Il faut plutôt rechercher des solutions qui permettent de produire plus tout en consommant moins d'eau. Par exemple, en développant des semences plus économes, des cultures sèches ou des irrigations moins consommatrices d'eau, comme le goutte-à-goutte ou l'aspersion. Il faut aussi changer la manière de voir l'eau là où elle est rare : ce n'est pas un don du ciel. Dans les actions menées par des ONG humanitaires pour apporter de l'eau potable, il ne faut pas oublier de mettre en place le personnel et le système de financement des dépenses d'entretien qui va permettre au programme de s'inscrire dans la durée. Même les populations les plus pauvres, qui vivent avec moins d'un dollar par jour, acceptent volontiers de participer à un système de cotisation, dès l'instant où l'eau salubre leur est accessible. »

Un enjeu civique

« Droit fondamental », l'eau est aussi un enjeu économique. Par exemple, définie comme un « bien commun de l'humanité » par la conférence internationale de l'eau en 1977, elle devenait aussi un « bien économique » lors de la conférence de Dublin en 1992. Mais c'est lors du Forum mondial de l'eau de 2002, qu'apparaît clairement un clivage entre les conceptions du Conseil mondial de l'eau *** et les ONG présentes. La première approche consiste à promouvoir les prêts et la privatisation de la gestion de l'eau afin de faire face aux besoins des pays en développement. Ce marché se chiffrerait à 180 milliards de dollars par an pendant vingt-cinq ans. Il y a d'autres réponses possibles arguent les ONG qui préconisent un accès gratuit ou à prix coûtant et mettent en avant le principe du « droit fondamental ». À la veille du Forum mondial de l'eau qui se tenait à Mexico, du 16 au 22 mars 2006, Loïc Fauchon, président du Conseil mondial de l'eau et PDG du Groupe des eaux de Marseille semblait approuver la nécessité d'un financement des infrastructures par des dons de la communauté internationale et non par des prêts, mais se prononçait contre le principe d'un accès gratuit à l'eau : « Chaque fois que l'on décide d'une gratuité, c'est le gaspillage organisé et la maintenance qui n'est pas assurée. » (*RFI, Invité du matin, 9 mars 2006*). De nombreux exemples récents fournissent des arguments aux ONG comme l'Association pour un contrat mondial de l'eau qui plaident pour une gestion publique, seule garantie

Eau secours

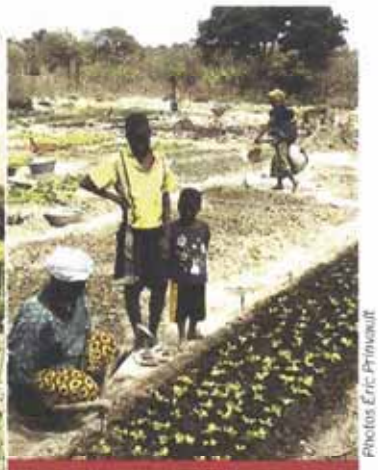
Dans l'urgence ou dans le long terme, l'accès à l'eau est souvent un aspect primordial de l'intervention humanitaire. Par exemple, en Indonésie, après le tsunami, l'équipe de Pompiers sans frontières associée à la mission du Secours populaire installait une station de potabilisation de l'eau pour l'ensemble des réfugiés du camp de Lampaya. L'accès à l'eau et l'assainissement font partie des impératifs de nombreux programmes de développement. En Inde, par exemple, le SPF a installé en 2003 un système de recueil et de conservation des eaux de pluie au sud du Rajahstan, dans une des régions les plus sèches de l'Inde. Mais le SPF a toujours considéré la question de l'eau de manière globale comme dans son actuel programme de sécurité alimentaire au Salvador : dans les années 70, il lançait déjà une campagne contre la déforestation au Sahel et construisait (en partenariat avec l'Association des volontaires du progrès) des puits, des diguettes et des barrages pour sauvegarder des troupeaux et permettre le retour à l'autosuffisance alimentaire. Continuons.

de transparence : l'Argentine, la Bolivie, l'Uruguay, la ville d'Atlanta, etc., remettent en cause, preuves à l'appui « l'efficacité » de la privatisation qui a eu pour principale conséquence l'augmentation du prix alors que la qualité n'était pas toujours au rendez-vous. Plus inquiétant, dans un rapport sur le financement des infrastructures mondiales présenté en 2003, l'ancien patron du Fonds monétaire international, Michel Camdessus, accusait l'eau d'être « probablement l'un des domaines où la corruption frappe le plus ». En France, le Centre de recherche et d'information pour le développement (CRID) qui regroupe 50 associations interroge sur le rôle des institutions financières internationales dans les prises de décisions qui concernent les besoins des populations. Le Secours populaire, lui, insiste sur la conception de ses projets : ils sont établis à partir des besoins exprimés par les communautés dans lesquelles il intervient et toujours en partenariat avec une association locale. D'autres ONG expriment leur volonté de sortir d'un débat public/privé, mais se rallient à l'exigence de transparence de gestion et à la nécessité d'un contrôle par les usagers. Les associations mènent des actions modestes comparées aux besoins mondiaux, mais leur travail reste d'une grande importance pour les populations qui en bénéficient. La gravité des enjeux portant sur les biens communs mondiaux comme l'eau, l'air ou l'énergie les oblige également à penser globalement leurs actions afin d'agir localement de manière cohérente. Pour cela, elles observent l'évolution du monde et pas seulement celle des discours. ■

**Notamment dans le Pacte relatif aux droits économiques et culturels ratifié par 145 pays.*

***Brésil, Russie, États-Unis, Canada, Chine, Indonésie, Inde, Colombie, Pérou.*

****Il regroupe des organisations onusiennes, mais aussi des représentants des multinationales.*



Photos Éric Prinault

Un meilleur accès à l'eau permet d'irriguer de nouvelles cultures comme ici au Niger et au Mali.

L'eau, un bien public

PAROLE D'EXPERT

Dans le monde, des millions de gens n'ont pas accès à l'eau potable. Trente cinq mille personnes meurent chaque jour à cause de cela. La prise de conscience de la problématique mondiale de l'eau par les associations et la société civile remonte à 1998 lors du premier Forum social mondial à Porto Alegre et a pris beaucoup d'ampleur après le Sommet mondial sur le développement durable de Johannesburg en 2002. Le retard et les reports répétés des objectifs du millénaire pour le développement fixés par les Nations unies ont conduit les mouvements sociaux à rechercher de nouvelles solutions. Dans le cas de l'eau, il y a eu une dénonciation de la privatisation de la gestion. Sur le principe, l'idée est que l'air, l'eau l'éducation, la santé, l'énergie sont des biens fondamentaux qui ne doivent pas faire l'objet de commerce.

Au niveau mondial, l'eau est encore gérée à plus de 90 % par des systèmes publics. Mais les multinationales privées ont pris beaucoup de marchés dans les pays du Sud depuis les années 90. En effet, les systèmes publics ont été rendus défaillants à cause du manque d'aide internationale, de la corruption, etc. Du coup, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international ont choisi d'accorder des prêts pour mettre en place des réseaux de distribution avec l'obligation d'augmenter le prix de l'eau et de privatiser la gestion. Au début, la stratégie des multinationales a consisté à s'adresser à des pays peu solvables. Le système n'a pas fonctionné dès le départ car ces sociétés – mais surtout leurs actionnaires – souhaitaient un retour sur investissement rapide. Comme les contrats d'affermage portent souvent sur des décennies et rendent ces sociétés gestionnaires mais pas propriétaires des réseaux, il suffit, pour dégager rapidement des bénéfices, d'investir et d'entretenir a minima, de ne pas faire d'efforts d'assainissement tout en augmentant les tarifs. Les situations d'instabilité comme la crise économique argentine ont aggravé la désorganisation. Finalement, les tarifs ont augmenté, les réseaux ont été mal entretenus et l'accès à l'eau a reculé pour les plus pauvres. Depuis fin 2003, les grandes compagnies comme Suez ou Veolia se redéploient sur des régions jugées plus stables politiquement et économiquement : la Chine et les pays d'Europe de l'Est.

Les premiers responsables de ces situations ne sont pas les multinationales, mais les gouvernements et les institutions internationales. C'est pour cela que nous nous adressons avant tout aux citoyens pour qu'ils fassent pression sur leurs élus sur la question de l'eau. Avec l'Association pour le contrat mondial de l'eau et la Fondation France libertés, nous offrons plusieurs types d'aide pour favoriser des solutions alternatives sur les plans technique, juridique et financier. L'Argentine, la Bolivie ou l'Uruguay, qui remettent en cause la privatisation de l'eau à la suite de récents changements de gouvernement, ont de grandes difficultés à sortir sans pénalités des contrats signés avec les multinationales. Nous pensons que l'accès à l'eau est mieux garanti avec une gestion publique, transparente et surtout une relation claire avec les usagers. C'est aussi valable pour la France.

Jean-Luc TOULY, président de l'Association pour le contrat mondial de l'eau.

VU AILLEURS

Échec au Pascua-Lama au Chili.

Les glaciers ne seront pas déplacés. Pour exploiter deux énormes gisements d'or et d'argent, le projet Pascua-Lama mené par des compagnies multinationales – dont la canadienne Barrick Gold – prévoyait d'enlever une partie de trois glaciers. Il aurait fallu déplacer 300 000 m³ de glace étalée sur 20 hectares sur une montagne voisine. Les risques étaient multiples : déséquilibre de l'écosystème, assèchement des rivières, pollution des eaux lors de l'exploitation de la mine... Le projet remettait en cause l'existence des Diaguitas, un peuple de 1 000 personnes installé dans la vallée du Transito depuis l'époque précolombienne. Il pesait aussi sur les deux fleuves et les nappes phréatiques qui alimentent l'ensemble de la vallée de Huasco, qui vit très bien de son agriculture, et la ville de Vallenar (40 000 habitants). Dans cette région située dans le désert de l'Acatama, le plus aride du monde, l'eau a plus de valeur que les métaux précieux. Une forte mobilisation locale et internationale a permis de modérer la soif de l'or : le 19 février 2006, un accord prévoyant que les glaciers ne devaient être ni déplacés ni abîmés a été signé. C'est un premier pas.

Solution désespérée pour glacier suisse.

Emballer un glacier pour l'empêcher de fondre. C'est ce qu'a fait la station suisse d'Andermatt en 2005. Il s'agit avant tout de sauver, pour quelques années encore, les saisons de ski. Le revêtement en PVC (fabriqué à partir de pétrole) a été étendu sur 3 000 m² du Gurshen, un glacier qui s'est affaissé de vingt mètres en quinze ans à cause du réchauffement climatique. Mais le problème dépasse de loin celui des sports d'hiver. La fonte touche l'ensemble des glaciers suisses qui ont perdu 18 % de leur surface entre 1985 et 2000 contre 1 % entre 1973 et 1985. Le phénomène est plus accéléré en Asie. L'université indienne Jawaharlal Nehru de New Delhi estime qu'il est probable que les glaciers himalayens disparaissent en 2035 si rien n'est fait d'ici là. Dans ce cas, la menace ne concerne plus seulement les loisirs de quelques milliers d'Occidentaux, mais l'alimentation en eau de rivières dont dépendent deux milliards de personnes. Impossible d'utiliser de la bâche comme en Suisse : elle ne couvrait que 0,0003 % de la surface totale des glaciers du pays et coûtait 58 000 euros. Il est temps de penser à des solutions réalistes, y compris pour les pays qui se développent.